



# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 30 juin 2014**

- Etats financiers consolidés semestriels IFRS au 30 juin 2014
- Rapport de gestion intermédiaire
- Déclaration des personnes responsables

**Etats financiers consolidés  
semestriels IFRS au 30 juin 2014  
(non audités)**

---

Table des matières
--------------------

Table des matières .....	1
Informations générales .....	2
Etat consolidé de la situation financière .....	3
Etat consolidé du résultat global .....	5
Etat consolidé des variations des capitaux propres.....	5
Tableau consolidé des flux de trésorerie.....	7
Annexes aux comptes consolidés semestriels.....	8
1. Déclaration de conformité .....	8
2. Base de la présentation .....	9
3. Saisonnalité des activités.....	11
4. Evénements et transactions significatifs du premier semestre 2014 .....	11
5. Changements d'estimations comptables importants .....	11
6. Information sectorielle.....	11
7. Evolution du périmètre de consolidation .....	13
8. Immobilisations corporelles and incorporelles .....	13
9. Emissions, rachats et remboursements d'instruments de dettes ou de capitaux propres.....	13
10. Impôts.....	14
11. Passifs latents et actifs latents.....	14
12. Evénements postérieurs à la date de clôture .....	14
13. Résultat par action .....	15
14. Dividende par action.....	15

<b>Informations générales</b>
-------------------------------

Spadel SA et ses filiales (ci-après dénommés « Spadel ») constituent un groupe européen dont la mission est de produire et commercialiser, dans le respect de l'environnement, des produits de qualité à base d'eau minérale naturelle qui apportent de la valeur ajoutée aux consommateurs.

Spadel SA est une société anonyme dont le siège social est situé Rue Colonel Bourg 103, à 1030 Bruxelles. Elle est inscrite au registre des personnes morales du tribunal de commerce de Bruxelles sous le numéro 0405.844.436 (Numéro de TVA : BE 405.844.436). La dernière modification des statuts actée lors des assemblées générales ordinaire et extraordinaire tenue le 14 juin 2012 devant notaire a été publiée aux annexes du Moniteur Belge en date du 2 juillet 2012.

La société est cotée en bourse sur le marché Euronext à Bruxelles (Code ISIN BE 0003798155).

Les chiffres repris dans le présent document sont exprimés en milliers d'euro (KEUR), sauf mention contraire explicite.

## Etat consolidé de la situation financière ( KEUR )

	Annexe	30/06/2014	31/12/2013
<b>ACTIFS</b>			
<b>Actifs non courants</b>			
Actifs incorporels	8	17.271	17.624
Immobilisations corporelles	8	77.569	81.225
Créances commerciales et autres créances		16	13
Actifs d'impôts différés		196	196
		<b>95.052</b>	<b>99.058</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks		19.074	19.747
Créances commerciales et autres créances ( * )		59.523	39.523
Actifs d'impôts courants		1.819	2.260
Actifs financiers à court terme		15	15
Trésorerie et équivalents de trésorerie		67.887	64.031
		<b>148.318</b>	<b>125.576</b>
<b>Total actifs ( KEUR )</b>		<b>243.370</b>	<b>224.634</b>

(\*) L'augmentation des créances commerciales par rapport au 31/12/2013 est essentiellement influencée par la saisonnalité des ventes ainsi que l'intégration de la Société Anonyme des Eaux Minérales de Ribeuuillé au 5 juillet 2013.

Les annexes 1 à 14 font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels IFRS clôturés le 30 juin 2014.

## Annexe

		30/06/2014	31/12/2013
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Capital et réserves attribuables aux actionnaires de la société</b>			
Capital		5.000	5.000
Ecart de conversion		-303	-416
Réserves consolidées		109.160	100.980
		<b>113.857</b>	<b>105.564</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		-36	-36
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>113.821</b>	<b>105.528</b>
<b>DETTES</b>			
<b>Dettes non courantes</b>			
Dettes financières à long terme	9	28	1.516
Dettes pour avantages au personnel	2	7.241	6.537
Dettes d'impôts différés	2	23.258	23.688
Provisions		190	190
Autres dettes		1.309	1.351
		<b>32.026</b>	<b>33.282</b>
<b>Dettes courantes</b>			
Dettes cautions		32.374	30.409
Dettes financières à court terme	9	1.972	1.718
Dettes pour avantage au personnel		723	723
Dettes commerciales		43.001	37.500
Acomptes reçus		1.888	1.980
Dettes sociales		8.284	10.251
Dettes d'impôts courants	2	3.515	1.109
Provisions		382	401
Autres dettes		5.384	1.733
		<b>97.523</b>	<b>85.824</b>
<b>Total dettes</b>		<b>129.549</b>	<b>119.106</b>
<b>Total capitaux propres et dettes ( KEUR )</b>		<b>243.370</b>	<b>224.634</b>

Les annexes 1 à 14 font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels IFRS clôturés le 30 juin 2014.

## Etat consolidé du résultat global ( KEUR )

	Annexe	2014 (6 mois)	2013 (6 mois)
Chiffre d'affaire net	3,6	116.984	101.405
Variation des produits finis et en cours de fabrication		1.090	1.137
Production immobilisée		4	4
Approvisionnements et marchandises		-23.738	-21.484
Services et biens divers		-48.230	-44.510
Frais de personnel		-24.725	-23.059
Amortissements et pertes de valeur (*)		-5.665	-5.741
Autres produits/(charges) opérationnels		493	676
<b>Bénéfice/(perte) opérationnel</b>	<b>6</b>	<b>16.213</b>	<b>8.428</b>
Produits financiers		433	241
Charges financières		-111	-212
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
<b>Bénéfice/(perte) avant impôts</b>		<b>16.535</b>	<b>8.457</b>
Impôts	10	-4.174	-2.401
<b>Bénéfice/(perte) de La période</b>		<b>12.361</b>	<b>6.056</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Ecart de conversion bruts		113	-194
Impôts		-31	-54
Quote-part dans les autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence		-	-
<b>Autres éléments du résultat global, net d'impôt</b>		<b>82</b>	<b>-248</b>
<b>Résultat global total de la période</b>		<b>12.443</b>	<b>5.808</b>
<b>Bénéfice/(perte) de la période attribuable aux</b>			
Actionnaires de la société		12.361	6.056
Intérêts minoritaires		-	-
<b>Résultat global total de la période attribuable aux</b>			
Actionnaires de la société		12.443	5.808
Intérêts minoritaires		-	-
<b>Résultat par action : résultat revenant aux</b>			
actionnaires (en EUR par action )			
de base	13	2,98	1,46
dilué	13	2,98	1,46

(\*) Aucune perte de valeur n'a été reconnue au premier semestre 2014.

Les annexes 1 à 14 font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels IFRS clôturés le 30 juin 2014.

<b>Etat consolidé des variations des capitaux propres ( KEUR )</b>
--

	Capital	Ecart de conversion	Réserves de groupe	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2013	5.000	-365	92.210	96.845
Résultat global du 1er semestre 2013				
Bénéfice			6.056	6.056
Ecart de conversion		-194		-194
Impôt sur écart de conversion			-54	-54
Dividendes distribués			-3.486	-3.486
<b>Solde au 30 juin 2013</b>	<b>5.000</b>	<b>-559</b>	<b>94.726</b>	<b>99.167</b>
	Capital	Ecart de conversion	Réserves de groupe	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2014	5.000	-416	100.944	105.528
Résultat global du 1er semestre 2014				
Bénéfice			12.361	12.361
Ecart de conversion		113		113
Impôt sur écart de conversion			-31	-31
Dividendes distribués			-4.150	-4.150
<b>Solde au 30 juin 2014</b>	<b>5.000</b>	<b>-303</b>	<b>109.124</b>	<b>113.821</b>

Les annexes 1 à 14 font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels IFRS clôturés le 30 juin 2014.

<b>Tableau consolidé des flux de trésorerie ( KEUR )</b>
--

	Annexe	<u>30.06.2014</u>	<u>30.06.2013</u>
<u>Bénéfice/(perte) de l'année</u>		12.361	6.056
Ajustements pour:			
Impôt	10	4.174	2.401
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles		5.168	5.214
Amortissements sur immobilisations incorporelles		497	527
(Gains)/pertes cessions immos corporelles et incorporelles		-9	1
Charges non décaissées pour avantage au personnel		191	509
Produits et charges financières		-165	-153
<u>Tésorerie brute générée par l'activité opérationnelle</u>		<u>22.217</u>	<u>14.555</u>
<i>Variation du besoin de fonds de roulement</i>			
Stocks		673	-1.922
Créances commerciales et autres		-20.002	-13.394
Dettes commerciales, cautions, sociales, avantage personnel, autres et prov CT		8.067	972
<u>Tésorerie générée par l'activité opérationnelle</u>		<u>10.955</u>	<u>211</u>
Impôts encaissés / (payés)		-1.757	-2.273
<u>Tésorerie nette générée par l'activité opérationnelle</u>		<u>9.198</u>	<u>-2.062</u>
Acquisitions immos corporelles	8	-1.501	-1.084
Encaissement cessions immos incorpos & corpos		184	150
Acquisitions immos incorporelles	8	-254	-78
Amortissements des subsides en capital		-73	-77
<u>Tésorerie nette générée/(utilisée) par l'activité d'investissement</u>		<u>-1.644</u>	<u>-1.089</u>
Mouvements sur emprunts	9	282	-116
Dividende versé aux actionnaires	14	-4.150	-3.408
Intérêts reçus		167	154
Intérêts payés		-1	-1
<u>Tésorerie nette générée/(utilisée) par l'activité de financement</u>		<u>-3.702</u>	<u>-3.371</u>
<u>Variation de trésorerie nette</u>		<u>3.852</u>	<u>-6.522</u>
Trésorerie ouverture		64.031	54.962
Ecart conversion		4	-9
<b>Trésorerie de clôture</b>		<u>67.887</u>	<u>48.431</u>

Les annexes 1 à 14 font partie intégrante des états financiers consolidés semestriels IFRS clôturés le 30 juin 2014.

## Annexes aux comptes consolidés semestriels

### 1. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires regroupent ceux de Spadel SA et de ses filiales (ensemble ci-après dénommé «Spadel»).

Les états financiers consolidés intermédiaires de Spadel sont établis pour la période de six mois clôturée au 30 juin 2014 conformément aux dispositions de la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire» telle que publiée par l'IASB («International Accounting Standards Board») et adoptée par l'Union européenne. Ces états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels IFRS de l'exercice 2013.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés intermédiaires sont identiques à ceux retenus pour l'exercice annuel se clôturant le 31 décembre 2013 conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union européenne. Ces règles d'évaluation sont présentées en annexe 1 «Résumé des principales règles d'évaluation» des états financiers consolidés clôturés au 31 décembre 2013.

#### **Normes et amendements aux normes publiés et d'application pour 2014**

Les nouvelles normes et amendements aux normes suivants sont d'application obligatoire pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2014:

- ✓ IFRS 10 'Etats financiers consolidés', date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2014. La nouvelle norme se base sur les principes existants tout en considérant la notion du contrôle comme élément déterminant pour inclure une entité dans les états financiers consolidés.
- ✓ IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités', date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2014. Cette nouvelle norme concerne les informations à fournir pour toutes les formes de participations dans d'autres entités.
- ✓ Amendements aux normes IFRS 10 'Etats financiers consolidés' et IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités'.
- ✓ Amendements à la norme IAS 36 'Pertes de valeur sur actifs', date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2014. Les amendements suppriment un effet involontaire sur les dispositions d'IAS 36 concernant les informations à fournir lors de l'émission d'IFRS 13 et proposent des informations à fournir additionnelles sur les évaluations à la juste valeur en cas d'une perte de valeur ou d'une reprise d'une perte de valeur.

Les amendements à la norme IAS 36 'Pertes de valeur sur actifs' ont été appliqués de manière anticipée par Spadel à partir de 2013.

Bien que les nouvelles normes et amendements aux normes suivants soient d'application obligatoire pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2014, il a été conclu qu'ils ne s'appliquent pas aux activités de Spadel:

- ✓ IAS 27 Révisée 'Etats financiers individuels',.
- ✓ IAS 28 Révisée 'Participations dans des entreprises associées et coentreprises'.
- ✓ IFRS 11 'Accords conjoints'.
- ✓ Amendements à la norme IAS 32 'Compensation d'actifs et passifs financiers'.
- ✓ Amendements à la norme IAS 39 'Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation'.
- ✓ Amendements aux normes IFRS 10 'Etats financiers consolidés', IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités' et IAS 27 'Etats financiers individuels' pour les entités d'investissement..

**Normes, amendements aux normes et interprétation déjà publiés, non encore entrés en vigueur**

L'interprétation suivante a été publiée et adoptée par l'Union européenne, mais n'est pas encore obligatoire pour l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2014:

- ✓ IFRIC 21 'Droits ou taxes', applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 17 juin 2014. IFRIC 21 porte sur la comptabilisation d'une dette au titre d'un droit ou d'une taxe exigible dans le cas où cette dette entre dans le champ d'application d'IAS 37. Elle traite aussi de la comptabilisation de cette dette au titre d'un droit ou d'une taxe exigible dont l'échéance et le montant sont certains.

Les nouvelles normes et amendements aux normes suivants ont été publiés mais ne sont pas encore obligatoires pour les exercices comptables débutant au 1er janvier 2014 et ne sont pas encore adoptés par l'Union européenne:

- ✓ IFRS 9 'Instruments financiers', date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2018. La norme traite de la classification, l'évaluation et la dé-comptabilisation d'actifs et passifs financiers.
- ✓ Amendements à cette norme concernant la 'comptabilité de couverture', applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2018.
- ✓ 'Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2010-2012)', apportant des modifications mineures aux normes IFRS 2, IFRS 3, IFRS 8, IFRS 13, IAS 7, IAS 16 / IAS 38 et IAS 24 et applicables aux périodes ouvertes à compter du 1er juillet 2014.
- ✓ 'Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2011-2013)', apportant des modifications mineures aux normes IFRS 1, IFRS 3, IFRS 13 et IAS 40 et applicables aux périodes ouvertes à compter du 1er juillet 2014.
- ✓ Amendements à la norme IAS 19 'Régimes à prestations définies', date d'entrée en vigueur : 1er juillet 2014. Les modifications visent la clarification de la comptabilisation des cotisations des membres du personnel à des régimes à prestations définies.
- ✓ Amendements à la norme IFRS 11 'Accords conjoints', date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2016.
- ✓ Amendements aux normes IAS 16 'Immobilisations corporelles' et IAS 38 'Immobilisations incorporelles', relatifs à la clarification des modes d'amortissement acceptables, applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016.
- ✓ IFRS 15 'Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients'. La norme est l'aboutissement d'un projet de convergence par l'IASB et le FASB, portant sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les entreprises utilisant les normes IFRS seront obligées d'appliquer cette nouvelle norme pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017, sous réserve de l'adoption de la norme par l'UE.

Les normes, amendements aux normes et l'interprétation qui ne sont pas d'application obligatoire en 2014 n'ont pas été appliqués par anticipation par Spadel.

L'analyse de l'impact potentiel de ces normes, amendements aux normes et de ces interprétation sur les états financiers consolidés de Spadel est actuellement en cours. Sans préjuger du résultat définitif de cette analyse, Spadel ne s'attend pas à un impact majeur sur ses états financiers consolidés.

## 2. Base de la présentation

### 2.1. Date de clôture et présentation des états financiers

Les états financiers consolidés intermédiaires de Spadel, établis pour la période de six mois se clôturant le 30 juin 2014, ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 qui permet de présenter une

sélection de notes explicatives. Les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels; ils doivent donc être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2013, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires comprennent un état consolidé de la situation financière, un état consolidé du résultat global, un état consolidé des variations des capitaux propres, un tableau consolidé des flux de trésorerie ainsi qu'une sélection de notes explicatives.

Le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels IFRS en date du 27 août 2014.

Les états financiers consolidés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un contrôle ni d'un examen limité par le commissaire.

## **2.2. Particularités de la comptabilisation et évaluation dans les états financiers intermédiaires**

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice. Alors que les évaluations effectuées tant dans les rapports annuels que dans les rapports intermédiaires reposent souvent sur des estimations raisonnables, la préparation des états financiers consolidés intermédiaires impose de recourir davantage à des méthodes d'estimation que celle des états financiers annuels.

Les estimations et hypothèses retenues pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2013, à l'exception de celles relatives aux domaines ci-après.

### *Avantages du personnel*

Le montant de la dette pour avantages au personnel au 30 juin 2014 a été calculé en projetant sur un semestre l'engagement au 31 décembre 2013, compte-tenu des prestations versées et des mouvements sur les actifs de couverture, au cours du premier semestre 2014. Aucune des hypothèses actuarielles entrant dans le calcul de l'engagement, en particulier les taux d'actualisation, d'inflation et d'augmentation des salaires, n'a été modifiée sur la période.

### *Impôt sur le résultat*

Dans le cadre des clôtures intermédiaires, la charge d'impôt est calculée individuellement pour chaque entité fiscale en utilisant le taux d'imposition à la date de clôture.

### *Les coûts et les produits survenant de façon irrégulière*

Les coûts et les produits des activités se répartissant de façon inégale sur la période annuelle sont anticipés ou différés à la date de clôture intermédiaire si, et seulement si, il est approprié d'anticiper ou de différer ce type de coûts à la fin de la période annuelle.

### 3. Saisonnalité des activités

Les activités de Spadel sont, par nature, soumises à un facteur de saisonnalité important. Les variations climatiques influencent fortement le résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2014 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2014.

A ce titre, les chiffres d'affaires du 1er semestre 2014 et du 1er semestre 2013, ainsi que ceux de la période de 12 mois prenant fin à la date de 30 juin 2014 et ceux de l'exercice 2013 sont rappelés ci-dessous :

En KEUR	30 juin 2014 (6 mois)	30 juin 2013 (6 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	31 décembre 2013 (12 mois)
Chiffre d'affaires	116.984	101.405	225.939	210.360

### 4. Evénements et transactions significatifs du premier semestre 2014

Il n'est à noter aucun élément inhabituel qui affecte de manière significative les actifs, les passifs, les capitaux propres, le résultat net ou les flux de trésorerie du Groupe.

### 5. Changements d'estimations comptables importants

Les résultats du premier semestre 2014 et du premier semestre 2013 ne sont pas affectés de manière significative par des changements dans les estimations des montants figurant à l'état consolidé de la situation financière respectivement à la fin des exercices 2013 et 2012.

### 6. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Segments opérationnels », l'information par segment opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe.

Les informations données par segment opérationnel se basent sur les informations internes utilisées par la direction du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation de la performance des segments. L'allocation des ressources et l'évaluation de la performance s'effectuent au niveau des différents marchés; principalement le marché Belux et les Pays-Bas. Le segment « autres » comprend d'autres marchés tels que le Royaume Uni et la France qui ne remplissent pas les critères quantitatifs de présentation distincte.

Chaque marché possède un manager du segment responsable de l'exécution des décisions sur l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance. Les données par segment suivent les mêmes règles d'évaluations que celles utilisées pour les états financiers consolidés résumés et décrites dans les notes aux états financiers.

Les résultats des segments pour les premiers semestres clôturés les 30 juin 2014 et 2013 sont respectivement détaillés ci-après :

<b>Premier semestre 2014</b> En KEUR	<b>Belux</b>	<b>Pays-Bas</b>	<b>Autres</b>	<b>Elimination inter-secteurs</b>	<b>Total</b>
Ventes externes	59.189	37.531	20.264	-	116.984
Ventes inter-secteurs	26.266	-	-	-26.266	-
<b>Total des ventes</b>	<b>85.455</b>	<b>37.531</b>	<b>20.264</b>	<b>-26.266</b>	<b>116.984</b>
Résultat sectoriel	11.540	3.813	2.178	-	17.530
Eléments non affectés					-1.318
<b>Résultat d'exploitation</b>					<b>16.213</b>

La mesure de la performance de chaque segment utilisée par la direction du Groupe est le résultat par segment. Le résultat par segment comprend tous les produits et charges qui lui sont directement attribuables ainsi que les produits et charges qui peuvent raisonnablement lui être alloués.

Les transferts ou les transactions entre secteurs sont réalisés à des conditions habituelles de marché, identiques à celles qui seraient pratiquées avec des tiers non liés.

Un nombre limité de nos clients grands distributeurs représentent une part significative de nos revenus. La totalité des ventes aux clients qui représentent individuellement plus de 10 % des revenus du Groupe en 2014, est ventilée par segment comme suit :

<b>Premier semestre 2014</b>		
<b>Secteur</b>	<b>Nombre de clients</b>	<b>Ventes ( KEUR )</b>
Belux	3	35.297
Pays-bas	2	16.127
Autres	2	4.752
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>56.176</b>

<b>Premier semestre 2013</b> En KEUR	<b>Belux</b>	<b>Pays-Bas</b>	<b>Autres</b>	<b>Elimination inter-secteurs</b>	<b>Total</b>
Ventes externes	55.074	34.514	11.817	-	101.405
Ventes inter-secteurs	23.545	-	-	-23.545	-
<b>Total des ventes</b>	<b>78.619</b>	<b>34.514</b>	<b>11.817</b>	<b>-23.545</b>	<b>101.405</b>
Résultat sectoriel	8.563	1.326	483	-	10.371
Eléments non affectés					-1.943
<b>Résultat d'exploitation</b>					<b>8.428</b>

Un nombre limité de nos clients grands distributeurs représentent une part significative de nos revenus. La totalité des ventes aux clients qui représentent individuellement plus de 10 % des revenus du Groupe en 2013, est ventilée par segment comme suit :

**Premier semestre 2013**

Secteur	Nombre de clients	Ventes ( KEUR )
Belux	3	33.026
Pays-bas	2	16.452
Autres	1	1.742
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>51.220</b>

**7. Evolution du périmètre de consolidation**

Il n'y a eu aucune variation du périmètre de consolidation ni aucun changement dans la composition du Groupe au cours du premier semestre 2014.

**8. Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les investissements du premier semestre s'élèvent à 1.755 KEUR. Ils concernent principalement des adaptations de la chaîne de production de Spa Monopole et l'implémentation du projet SAP sur les sites de production.

**9. Emissions, rachats et remboursements d'instruments de dettes ou de capitaux propres**

Le Groupe n'a procédé au cours du semestre à aucune opération d'émission ou de rachat d'instruments de dettes ou de capitaux propres.

**10. Impôts ( KEUR )**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
	<b>(6 mois)</b>	<b>(6 mois)</b>
Impôts courants	4.673	3.044
Régularisation d'impôts	-43	-
Impôts différés	-456	-643
Charge fiscale totale	<b>4.174</b>	<b>2.401</b>

Dans le cadre des clôtures intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en utilisant le taux d'imposition à la date de clôture.

**11. Passifs latents et actifs latents**

Il n'y a pas eu de modification significative dans l'estimation des passifs latents et des actifs latents au cours du semestre écoulé.

**12. Evénements postérieurs à la date de clôture**

Il n'y a pas d'événement significatif postérieur à la date de clôture de l'état de la situation financière au 30 juin 2014.

## 13. Résultat par action

### 13.1. Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de Spadel par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du premier semestre.

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
	<b>(6 mois )</b>	<b>(6 mois )</b>
Bénéfice revenant aux actionnaires ( KEUR )	12.361	6.056
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	4.150	4.150
Résultat de base par action ( EUR par action )	2,98	1,46

### 13.2. Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif, et en ajustant si nécessaire aussi le numérateur. Spadel n'a pas émis de titre ayant un effet potentiellement dilutif. Par conséquent, le résultat dilué par action correspond au résultat de base par action.

## 14. Dividende par action

Les dividendes versés pendant les premiers semestres de 2014 et 2013 se sont élevés respectivement à 4.150 KEUR (1,00 EUR brut ou 0,75 EUR net par action) et à 3.486 KEUR (0,84 EUR brut ou 0,63 EUR net par action).

# **Rapport de gestion intermédiaire**

## sur l'exercice à fin juin 2014 – Groupe Spadel

### 1. RESULTATS CONSOLIDES

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires net consolidé, hors accises et écotaxes, s'élève à 117,0 millions d'euros sur l'ensemble du premier semestre, en progression de plus de 15% par rapport à l'année passée.

A périmètre constant, en excluant le chiffre d'affaires réalisé au cours du premier semestre par la Société Anonyme des Eaux Minérales de Ribeauvillé acquise en juillet 2013, la progression a été de 9% par rapport à l'année passée.

Cette croissance importante du chiffre d'affaires reflète l'évolution positive du marché de l'eau embouteillée sur nos principaux marchés, en partie soutenue par des conditions climatiques favorables, ainsi que la très belle performance de nos marques. Elle est le fruit de notre stratégie et des investissements commerciaux, ainsi que de notre politique d'innovation.

En **Belgique**, le marché de la consommation à domicile d'eau minérale naturelle a progressé de 7,1% en valeur (8,1 % en volume). Malgré un léger tassement de nos parts de marché, notre chiffre d'affaires y a progressé de plus de 11%.

Aux **Pays-Bas**, le marché de la consommation à domicile d'eau minérale naturelle a progressé de plus de 10% en valeur et de 5% en volume. Les parts de marché de nos eaux minérales ont progressé de manière significative suite, entre autre, au retour à la normale de la présence en rayon de nos produits après l'indisponibilité temporaire dans d'importants supermarchés jusque mi-avril 2013. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du groupe aux Pays-Bas a progressé de près de 11%.

En **France**, le marché de la consommation à domicile d'eau minérale naturelle a progressé de 4,5% en valeur et de 6,9% en volume. Les parts de marché de nos eaux minérales à marque Wattwiller restent stables au niveau national mais progressent dans la région Est. Le chiffre d'affaires augmente globalement de plus de 9%.

Les parts de marchés de nos eaux à marque Carola se tassent légèrement, principalement suite à une diminution volontaire de la pression promotionnelle. Il en résulte une légère diminution du chiffre d'affaires au cours du premier semestre. La société finalise son étude de positionnement, ainsi que les travaux de rénovation de son packaging et son plan de communication, en vue de la relance prochaine de la marque.

Au **Royaume-Uni**, le marché progresse significativement tant en valeur (+16,3%) qu'en volume (+12,8%). Nos eaux à marque Brecon Carreg y réalisent une belle performance en renforçant leurs positions grâce au travail réalisé sur la marque et sur la stratégie promotionnelle. Le chiffre d'affaires de notre filiale galloise progresse de plus de 17% sur la première moitié de l'année.

## sur l'exercice à fin juin 2014 – Groupe Spadel

### Résultat d'exploitation

Le cash-flow opérationnel (EBITDA) à fin juin 2014 s'élève à 21,9 millions d'euros, contre 14,2 millions d'euros en 2013.

Le résultat opérationnel (EBIT) s'élève à 16,2 millions d'euros, en augmentation de 92,4 % par rapport à 2013.

A périmètre constant, hors intégration de la SA des Eaux Minérales de Ribeuville acquise en juillet 2013, la progression du résultat opérationnel est de 88%.

Cette forte augmentation du résultat opérationnel résulte essentiellement de la forte progression du chiffre d'affaires, conjuguée à la maîtrise des coûts dans le cadre de notre plan d'excellence opérationnelle.

### Résultat financier

Les produits financiers augmentent à 0,4 millions d'euros principalement grâce à des écarts de conversions sur devises favorables. Les charges financières s'établissent à 0,1 millions d'euros.

### Impôts

La charge d'impôt du semestre s'élève à 4,2 millions d'euros, contre 2,4 millions d'euros en 2013 en lien avec l'augmentation du résultat avant impôts. Cela représente un taux d'imposition moyen de 25,2%.

### Résultat net

Le bénéfice net au terme du premier semestre est de 12,4 millions d'euros, contre 6,1 millions d'euros fin juin 2013.

## 2. STRUCTURE BILANTAIRE CONSOLIDÉE

Au 30 juin 2014, les capitaux propres, valorisés selon les normes IFRS, s'établissent à 113,8 millions d'euros, contre 105,5 millions à fin 2013. Les capitaux propres couvrent près de 119,7% des actifs non courants.

Le ratio de solvabilité, correspondant au montant des capitaux propres rapportés au total du passif, s'élève quant à lui à 46,8%.

Les actifs courants à fin juin sont en hausse par rapport à la fin 2013. Cette évolution récurrente reflète les fluctuations saisonnières de l'activité.

L'endettement financier du groupe reste limité à 2,0 millions d'euros, essentiellement composé de dettes à court terme.

## sur l'exercice à fin juin 2014 – Groupe Spadel

Les activités opérationnelles ont généré une trésorerie brute avant impôt de 22,2 millions d'euros, contre 14,6 millions d'euros au cours du premier semestre 2013.

La situation de trésorerie du groupe au 30 juin 2014 s'élève à 67,9 millions d'euros.

### 3. INVESTISSEMENTS

Les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles réalisés au cours du premier semestre 2014 se sont élevés à 1,8 millions d'EUR, à comparer avec 1,2 millions au cours du premier semestre 2013.

Ils concernent principalement des adaptations de convoyeurs et de la siroperie à Spa Monopole, ainsi que des investissements liés aux nouveaux bouchons à Wattwiller.

### 4. INNOVATION

Les principales innovations commercialisées au cours du premier semestre 2014 sont les suivantes :

Mois	Marché	Marque	Description
Février	BE / NL	SPA & Fruit	Nouvelle recette «Citrus Fruit » dans la gamme des limonades pétillantes
Février	UK	Brecon Carreg	Nouveau design et allègement des bouteilles PET Brecon Carreg 0,5L et 0,75L
Mars	BE / NL	SPA Reine	Allègement de la bouteille Spa Reine 2L
Mars	BE / NL	SPA	Nouveau packaging secondaire plus respectueux de l'environnement pour les formats Spa Reine 24 x 0,5L et 24 x 0,33L sans plateau en carton
Mai	BE	SPA & Fruit	Lancement de la nouvelle recette « Grenadine » dans la gamme des limonades pétillantes

## sur l'exercice à fin juin 2014 – Groupe Spadel

### 5. PERSPECTIVES

Les résultats très positifs au cours du premier semestre ont été soutenus par un contexte de marché porteur, des conditions climatiques favorables en début d'année, ainsi que par notre stratégie commerciale et les innovations de ces derniers mois.

Le résultat opérationnel récurrent pour l'ensemble de l'exercice 2014, hors conditions exceptionnelles au cours des derniers mois de l'année, sera supérieur à celui enregistré en 2013, nonobstant un été globalement en demi-teinte.

Spadel poursuit son plan stratégique 2011-2015 visant à investir dans ses marques et à réduire ses coûts pour soutenir la croissance et la rentabilité du groupe, tout en réduisant son empreinte carbone.

### 6. AUDIT DES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

Le jeu d'états financiers résumés élaboré conformément à la norme comptable internationale IAS 34 n'a pas été contrôlé par le commissaire.

### 7. CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES

Le Conseil d'Administration supervise la mise en œuvre du cadre référentiel du contrôle interne et la gestion des risques.

Le Comité d'Audit est chargé, e.a. des missions suivantes:

- suivi du processus d'élaboration de l'information financière;
- suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de la société;
- suivi de l'audit interne et de son efficacité;
- suivi du contrôle légal des comptes annuels de Spadel S.A. et des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le commissaire chargé du contrôle des comptes consolidés;

En outre la société a engagé un Auditeur Interne avec pour mission l'analyse et l'évaluation, de manière indépendante, de l'existence et du fonctionnement du système de contrôle interne, ainsi que la formulation de recommandations en vue de l'amélioration de celui-ci. L'Auditeur Interne rapporte hiérarchiquement au Directeur Financier et fonctionnellement au Président du Comité d'Audit. Il assiste aux réunions du Comité d'Audit dont il rédige le rapport.

## sur l'exercice à fin juin 2014 – Groupe Spadel

Le Comité d'Audit revoit annuellement le plan d'audit interne. Cette révision s'effectue sur base d'une cartographie des risques approuvée par le Comité. L'Auditeur Interne fait également régulièrement au Comité d'Audit un rapport sur les risques et litiges pouvant impacter le résultat. Le Comité d'Audit fait, après chaque réunion, un rapport au Conseil d'Administration. Une copie du rapport est remise aux Administrateurs sous forme synthétique.

Concernant le processus d'élaboration de l'information financière, Spadel a mis en place un système de contrôle interne et de gestion des risques permettant d'assurer :

- que les informations financières, établies en conformité avec les normes comptables belges au niveau de Spadel S.A. et les International Financial Reporting Standards (IFRS) au niveau consolidé soient publiées dans les délais légaux et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société et consolidés ainsi que des filiales de la Société comprises dans la consolidation;
- que le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires et la situation de la Société et des filiales comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Des procédures sont en place pour s'assurer que les investissements et les achats de fournitures et services se réalisent dans le cadre des budgets arrêtés par le Conseil d'Administration et sous le contrôle du Management Exécutif. Un système de contrôle des factures relatives à ces opérations est en place.

Des indicateurs de performance ont été fixés pour les différentes opérations industrielles et commerciales. Les performances des marchés et des opérations font l'objet d'un reporting trimestriel au niveau du Comité Exécutif et du Conseil d'Administration.

La cartographie des risques approuvée par le Comité d'Audit identifie les risques significatifs. La Direction Générale a mis en place un Comité de Gestion des Risques chargé:

- de s'assurer que les risques majeurs (key risks) soient identifiés, que la gestion de ces risques soit attribuée à un manager propriétaire du risque et qu'ils fassent l'objet de mesures de mitigation adéquates
- de créer un « risk awareness » dans toutes les activités du Groupe et dans la définition de la stratégie

Le Comité de gestion des risques a communiqué à chaque manager les risques dont il est responsable.

Les principaux risques et incertitudes pesant sur les activités de l'entreprise sont décrits dans le présent rapport de gestion.

## sur l'exercice à fin juin 2014 – Groupe Spadel

### **8. ELÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OPA**

Le Conseil d'Administration n'a pas connaissance d'éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'acquisition, définis à l'article 34 de l'Arrêté royal du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé (MB 3 décembre 2007).

### **9. INDICATIONS RELATIVES AUX RELATIONS ENTRE SOCIÉTÉS** (art. 524 C.Soc.)

Il n'y a pas eu au cours du premier semestre 2014 d'opération relevant de l'article 524 du Code des Sociétés.

### **10. INDICATIONS RELATIVES AU RACHAT D' ACTIONS PROPRES**

Il n'y a pas eu au cours du premier semestre 2014 d'opération de rachat d'actions propres relevant de l'article 624 du Code des Sociétés.

### **11. EVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

Le Conseil n'a pas connaissance d'événements survenus après la clôture de l'exercice qui pourraient avoir une influence significative sur les comptes annuels.

### **12. FACTEURS DE RISQUES**

De par ses activités, le groupe Spadel est exposé à différents facteurs de risques :

- Risque de change : La majeure partie des activités du Groupe est localisée dans la zone Euro. Seules les activités de la succursale Spadel UK sont conclues en GBP; ces activités contribuent à concurrence de 3% du chiffre d'affaires du Groupe. Il existe par ailleurs très peu d'opérations en devises étrangères. Le risque de change est dès lors peu significatif.

## sur l'exercice à fin juin 2014 – Groupe Spadel

- Risque de taux d'intérêt : Outre les dettes commerciales classiques, la majeure partie des dettes du Groupe sont constituées de dettes cautions. Ces dettes ne portent pas intérêt. Le Groupe ne détient pas d'actif à long terme significatif portant intérêt. De manière générale, le résultat et la trésorerie opérationnelle du Groupe Spadel sont largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt du marché.
- Risque de prix : Les actifs financiers de Spadel sont des placements sans risque effectués en bon père de famille. Les risques principaux auxquels le Groupe est exposé concernent les prix de la matière PET et d'ingrédients pour les limonades, ainsi que le prix de l'énergie, avec ses effets sur les coûts de fabrication et les coûts de transport.
- Risque de crédit : Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des dépôts auprès des institutions financières, ainsi que des créances clients. S'agissant des dépôts auprès d'institutions financières, seules les contreparties ayant un rating minimum de A selon des notations effectuées par des tiers indépendants sont acceptées. Le Groupe investit également à très court terme dans du papier commercial recommandé par ses banquiers habituels. Le Groupe a une concentration de risque de crédit sur quelques clients importants.

Ces clients font l'objet d'un suivi régulier quant à leurs paiements. La direction n'anticipe pas de perte découlant d'une défaillance de ces contreparties.

- Risque de liquidité : Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver un niveau suffisant de liquidités et de titres négociables sur un marché, de disposer de ressources financières grâce à des facilités de crédit appropriées et d'être à même de dénouer ses positions sur le marché. Le Groupe a pour objectif de maintenir une flexibilité financière en conservant des lignes de crédit ouvertes mais non utilisées.
- Risques liés aux litiges : Le groupe évalue de manière régulière son exposition aux plaintes et litiges survenant dans le cours normal de ses activités et comptabilise les provisions adéquates.
- Risques liés à la marche des affaires : les principaux risques et incertitudes pesant sur la marche des affaires de l'entreprise sont :
  - o l'évolution de la consommation globale d'eau embouteillée
  - o le questionnement sur l'impact environnemental de nos produits
  - o la communication dénigrante du secteur de la distribution publique d'eau
  - o la disponibilité et la volatilité des prix des matières et de l'énergie
  - o la concentration sans cesse croissante dans le secteur de la distribution
  - o la montée des marques de distributeurs (MDD) et des premiers prix
  - o l'évolution des taxes sur les différents types d'emballage

## sur l'exercice à fin juin 2014 – Groupe Spadel

### 13. GOURVERNANCE D'ENTREPRISE

La Charte de gouvernement d'entreprise de Spadel définit ses règles de gouvernance. La Charte a été arrêtée originalement par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 30 mars 2006. Elle a été revue à plusieurs reprises pour refléter les modifications ou adaptations intervenues depuis.

La Charte peut être consultée sur le site corporate du Groupe Spadel à l'adresse [www.spadel.com](http://www.spadel.com). Cette Charte s'inspire des prescrits du Code belge sur la Gouvernance d'Entreprise (Code 2009, publié sur le site [www.corporategovernancecommittee.be](http://www.corporategovernancecommittee.be)) que la Société a adopté comme son code de référence. Ceci en tenant compte de la taille et des caractéristiques du Groupe Spadel.

La Société publie également dans le rapport de gestion de Spadel S.A. une déclaration de gouvernement d'entreprise conformément à l'article 96, § 2 et 3 du Code des Sociétés.

\* \*  
\*

Le 27 août 2014

Le Conseil d'Administration

# **Déclaration des personnes responsables**

## **DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES**

Les soussignés, Marc du BOIS, Administrateur délégué du Groupe Spadel et Didier DE SORGHER, Directeur Financier du Groupe Spadel, déclarent qu'à leur connaissance:

- a) les comptes consolidés condensés intermédiaires pour le premier semestre de l'exercice 2014, établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (« IFRS »), donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière consolidée, et des résultats consolidés de la société Spadel S.A. et de ses filiales comprises dans la consolidation ;
- b) le rapport intermédiaire donne une image fidèle des événements importants et des principales transactions entre parties liées survenus au cours du premier semestre de l'exercice 2014, et de leur incidence sur les comptes consolidés intermédiaires, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Spadel est confronté.

Bruxelles, le 27 août 2014

Didier DE SORGHER  
Directeur Financier

Marc du BOIS  
Administrateur délégué